

L'URGENCE DE COMPRENDRE

Jérôme Fourquet
Sylvain Manternach

L'an prochain à Jérusalem ?

préface de MICHEL WIEVIORKA



**LES JUIFS DE FRANCE
FACE
À L'ANTISÉMITISME**

Fondation
Jean Jaurès



■ *l'aube*

L'AN PROCHAIN À JÉRUSALEM ?

La collection *L'Urgence de comprendre*
est dirigée par Jean Viard

Dans la même série, avec la Fondation Jean-Jaurès :

Karim vote à gauche et son voisin vote FN,
dirigé par Jérôme Fourquet

© Éditions de l'Aube
et Fondation Jean-Jaurès, 2016
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-1366-9

Jérôme Fourquet
Sylvain Manternach

L'an prochain à Jérusalem ?

Les Juifs de France face à l'antisémitisme

Préface de Michel Wieviorka

éditions de l'aube
fondation jean-jaurès

Des mêmes auteurs :

DE JÉRÔME FOURQUET ET SYLVAIN MANTERNACH

Perpignan, une ville avant le Front national ? (avec Nicolas Lebourg),
Fondation Jean-Jaurès, décembre 2014

JÉRÔME FOURQUET

Karim vote à gauche et son voisin vote FN, coédition l'Aube et
Fondation Jean-Jaurès, 2015

Janvier 2015: le catalyseur (avec Alain Mergier), Fondation
Jean-Jaurès, 2015

La religion dévoilée. Nouvelle géographie du catholicisme (avec
Hervé Le Bras), Fondation Jean-Jaurès, 2014

*Le sens des cartes. Analyse sur la géographie des votes à la
présidentielle*, Fondation Jean-Jaurès, 2012

*Le point de rupture. Enquête sur les ressorts du vote FN en milieux
populaires* (avec Alain Mergier), Fondation Jean-Jaurès, 2011

Préface

L'étude de Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach nous donne à voir les inquiétudes des Juifs de France, qui n'ont cessé de croître depuis une trentaine d'années, et la façon dont elles se traduisent par deux types de comportements principaux, électoraux (vote pour Nicolas Sarkozy notamment), et départs pour Israël, plus que toute autre destination – l'Alya, si vivement sollicitée par Ariel Sharon en 2004, et plus récemment par Benyamin Netanyahu, en particulier dans le contexte dramatique des tueries de janvier 2015.

Deux logiques

Pour comprendre ces évolutions, il convient de « penser global », comme je le propose depuis plusieurs années, et donc d'articuler deux types de logiques.

Les unes sont externes, planétaires, et elles se traduisent par la projection sur le sol français de deux phénomènes d'une importance considérable. D'une part, le conflit israélo-palestinien suscite en France des identifications à la cause palestinienne qui peuvent prendre un tour radical, où se conjuguent haine d'Israël – antisémitisme – et haine des Juifs – antisémitisme. Et d'autre part, le « choc des civilisations », selon l'expression (en fait pas très heureuse) de Samuel Huntington, revêt chez certains l'adhésion à un islamisme violent, en guerre contre l'Occident, contre Israël, sa pointe avancée en terre d'islam, et contre les Juifs, en général.

Les autres logiques sont internes, propres à la société française et à son travail sur elle-même. Ces logiques ne sont pas toutes lourdes d'insécurité, de haine ou de rejet pour les Juifs de France. Il y a longtemps qu'ils ne sont plus en aucune façon discriminés et, s'il existe des quartiers à forte population juive, ce n'est pas du fait d'une quelconque ségrégation. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'antisémitisme a considérablement régressé au sein des populations où il était auparavant largement répandu. Le catholicisme, notamment, a produit son aggiornamento, surtout depuis le concile Vatican II, et on peut tenir pour terminée la « guerre des deux France » dans laquelle la haine des Juifs était fortement présente dans une droite souvent à la fois chrétienne, nationaliste et antidreyfusarde. Ce qui ne veut pas dire que ce vieil antisémitisme a disparu, on en trouve la trace notamment dans les profanations de cimetières juifs, dont les coupables sont généralement des jeunes tentés par des idéologies skinhead, néonazie ou apparentées – ce livre ne s'y intéresse pas.

L'antisémitisme demeure présent au sein d'une certaine extrême gauche, voire dans l'écologie politique, qui dérivent alors d'une critique légitime du gouvernement israélien à un antisionisme virulent et antisémite. Surtout, il s'est étendu dans des populations qualifiées généralement d'arabes et/ou musulmanes, ou « issues de l'immigration » – une autre expression qui n'est pas vraiment heureuse.

On devrait pour être complet ajouter au moins deux autres populations concernées : d'une part dans certaines franges du monde noir de France, antillais ou migrants en provenance de l'Afrique subsaharienne, où les Juifs sont accusés de façon totalement fallacieuse d'avoir organisé la traite des Noirs ; et d'autre part dans des univers moins nettement définis, immergés dans la culture numérique moderne où toute opinion doit pouvoir circuler immédiatement et sans barrière – les Juifs, ici, sont perçus comme un obstacle, par exemple parce qu'ils n'acceptent pas le négationnisme.

Le modèle néo-républicain et sa crise

Les mutations de l'antisémitisme ne s'expliquent pas par les transformations du monde juif de France, ou en tout cas pas seulement. Mais elles s'inscrivent dans la même évolution générale. Celle-ci, comme le montrent nettement Fourquet et Manternach, se transcrit pour les Juifs de France par une droitisation politique en matière électorale, et dans l'Alya. Pour la comprendre, il faut envisager en profondeur le modèle républicain qui organise notre vie collective.

Puisqu'il s'agit ici des Juifs de France, indiquons les trois principales étapes de leur inclusion au sein de ce modèle: nous allons voir qu'elles correspondent à des changements significatifs.

L'après-guerre: les Juifs, citoyens israélites

Dans un premier temps, qui s'achève vers le milieu des années 1960, les Juifs de France sont des « israélites » – un mot qui a pratiquement disparu de notre vocabulaire. Ce sont des citoyens comme les autres, des individus libres et égaux en droit qui vivent leur particularisme en privé, et non dans l'espace public. Le modèle est dans le droit fil de la célèbre phrase du comte de Clermont-Tonnerre disant en 1789 qu'« il faut tout refuser aux juifs comme nation et tout accorder aux juifs comme individus ».

1967-1982: l'âge d'or du néo-républicanisme

Une deuxième phase s'ouvre alors, qui dure une bonne quinzaine d'années, et qui avec le recul apparaît comme un âge d'or pour les Juifs de France. D'une part, dans le contexte de la décolonisation, leur population s'est lestée avec la venue de Juifs d'Afrique du Nord, en même temps qu'elle devient de plus en plus visible dans l'espace public: soutien ostensible à Israël, prise de conscience

dans toute la société de ce que fut le génocide des Juifs par les nazis, début d'action mémorielle et demandes que le rôle de Vichy durant la guerre soit clarifié (rafles, déportations), etc. Des communautés s'ébauchent – celles dont parle le livre de Fourquet et Manternach, à Sarcelles notamment. L'époque est favorable aux Juifs.

L'antisémitisme classique, celui qui a abouti au nazisme, est disqualifié, sans espace politique ni idéologique. Et l'image d'Israël est alors très positive, c'est celle d'un pays pionnier, avec ses kibboutz, d'un pays efficace et moderne, dont les services secrets ont pu exfiltrer Adolf Eichmann d'Argentine pour qu'il soit jugé au terme d'un procès qui a fasciné le monde entier, c'est celle aussi de David qui a battu Goliath durant la guerre des Six Jours en 1967 – la date pourrait constituer un moment fondateur dans la rupture avec l'ère précédente.

Les Juifs de France inventent alors ce que j'ai appelé un néo-républicanisme, un modèle dont ils sont les seuls à bénéficier, dans lequel ils sont profondément attachés à une République qui les protège, en même temps qu'ils s'affirment de façon apparente dans la sphère publique comme une communauté.

La crise du modèle néo-républicain

Mais au début des années 1980, une troisième phase s'ouvre, dans laquelle ce modèle néo-républicain commence à battre de l'aile. D'une part, l'antisémitisme se renouvelle, ouvre des brèches et trouve un espace avec le négationnisme. « À Auschwitz, on n'a gazé que des poux », déclare en 1978 à L'Express un ancien « collabo », Darquier de Pellepoix. Dans la foulée, Robert Faurisson commence à faire connaître ce type de thèse, qui fera le miel de Jean-Marie Le Pen, dont le parti cesse d'être groupusculaire en 1983.

Et d'autre part, l'image d'Israël est ternie pour la première fois, mais de façon décisive, avec l'entrée de son armée au Liban en 1982, et les crimes des milices chrétiennes qu'il rend possible

(massacres de Palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila) – d'autres épisodes iront par la suite dans le même sens d'une détérioration continue de cette image, Fourquet et Manternach en donnent une description fort utile.

S'inaugure alors l'ère actuelle, dans laquelle le monde juif de France poursuit sa communautarisation, comme l'ont montré notamment les travaux d'Erik Cohen, tout en continuant à être profondément attachés à la République. Les transformations de l'immigration récente, qui cesse, comme a dit un rapport de Stéphane Hessel, d'être de travail pour devenir de peuplement, ouvrent un nouvel espace à l'antisémitisme, on l'a vu, et la radicalisation islamiste, en particulier, vient comme couronner par des tueries terroristes un climat où la violence n'avait cessé de s'étendre.

Dans la première phase historique du modèle républicain d'après-guerre, les Juifs ne sont pas visibles – ils ne forment pas de communauté, l'espace de la haine antisémite est réduit. Ils se remettent comme ils peuvent des horreurs auxquelles ils ont survécu, et dont, contrairement à une idée reçue, ils voudraient parler – mais les temps n'y sont pas propices, tant l'espace politique et mémoriel est saturé par le couple communisme-gaullisme qui ne veut évoquer la guerre que sous l'angle de la Résistance. Dans la deuxième phase, le néo-républicanisme peut fonctionner à peu près harmonieusement, car l'antisémitisme n'a guère sa place. Mais aujourd'hui, il est en crise, la visibilité communautaire des Juifs devient pour eux problématique, beaucoup se sentent en danger physique, et c'est le fruit de cette crise que nous donnent à apprécier Fourquet et Manternach. Certains quittent la France pour Israël, à la fois en raison de leur sentiment d'insécurité, mais aussi pour pouvoir vivre pleinement leur judaïsme, y compris dans l'espace public, ce que le modèle néo-républicain ne leur permet plus; pour d'autres, la mobilité se fait à l'intérieur de l'Hexagone, ils se contentent de quitter leur quartier à forte visibilité communautaire pour d'autres

localisations urbaines. Et – le thème aurait mérité d'être abordé plus nettement dans ce livre – la droitisation électorale ne suffisant plus à calmer leurs inquiétudes, d'autres, ou les mêmes, se préparent à voter pour le Front national, dont la présidente, de son côté, tente d'apparaître comme un rempart « dédramatisé », débarrassé de l'antisémitisme congénital du FN, et leur donne à penser que, face à l'islamisme, les intérêts sont convergents.

Débats et questions

L'étude de Fourquet et Manternach est excellente s'il s'agit de penser en termes électoraux, ou de prendre la mesure de ce qu'est l'Alya depuis la France. Elle mérite aussi que l'on examine les débats au sein desquels elle intervient et pourrait à l'avenir être mobilisée. Trois points seront retenus ici.

Le discours des acteurs

Parmi les sources que mobilisent Fourquet et Manternach, beaucoup procèdent de la communauté juive. Or des données en provenance des acteurs que l'on étudie auraient dû appeler sinon la critique du moins la prudence et la vigilance, qu'il s'agisse par exemple de celles du Service de protection de la communauté juive, de celles fournies par Sammy Ghoslan, qui est un acteur particulièrement engagé, ou de la parole de Roger Cukierman – ce président du CRIF qui trouvait en 2015 Marine Le Pen « irréprochable personnellement ». En s'intéressant à l'expérience des Juifs de France, en les écoutant, en s'intéressant à leur vécu, tel qu'ils peuvent en parler, eux et le lobby pro-israélien qu'est le CRIF, ce qu'il fallait faire, à l'évidence, les auteurs ont privilégié l'examen de la subjectivité des acteurs sur l'objectivité que doit aussi viser la recherche – sans pour autant verser dans le positivisme.

Des statistiques ethniques

Depuis longtemps, les travaux démographiques de Doris Bensimon, Sergio Della Pergola ou Erik Cohen apportent des connaissances chiffrées sur les Juifs de France, leur nombre, leurs orientations, leurs tendances à la communautarisation par exemple. L'étude de Fourquet et Manternach, comme ces travaux, relève du principe des statistiques ethniques. On apprend dans leur ouvrage combien il y aurait de Juifs en France, où ils vivent, combien partent en Israël, on découvre que les CSP+, avec les cadres supérieurs, les professions libérales, les commerçants, artisans et chefs d'entreprise, sont surreprésentés parmi eux, etc. Je ne m'en plaindrai pas, au contraire, et après tout, peut-être que la meilleure façon de faire progresser le débat sur les statistiques ethniques consiste à en établir sans le dire et encore moins sans le clamer. Mais : qu'en pensent ceux qui sont d'ordinaire prompts à refuser tout recueil de données de ce type ?

Qui est juif ?

La méthode adoptée par les auteurs appelle une autre discussion : elle repose sur une définition de l'identité juive qui mérite discussion et débouche sur la constitution d'un échantillon qui comporte des « personnes se déclarant de confession juive », ou « ayant au moins un parent d'origine juive ». Il y a là un thème ancien et récurrent, il suffit de penser aux innombrables écrits sur ce thème, de Jean-Paul Sartre, pour qui on est juif sous le regard de l'autre, à Richard Marienstras, qui explique que la seule façon de définir cette identité consiste à savoir qu'elle est l'objet de discussions infinies, en passant par David Ben Gourion demandant à cinquante sages de répondre à la question

« Qu'est-ce qu'être juif? »¹ (on rappellera au passage que le nom « juif » s'écrit avec une minuscule lorsqu'il renvoie à la religion et avec une majuscule s'il s'agit de parler d'un peuple ou d'une nation). Pour l'État d'Israël, par exemple, ou pour les religieux juifs, un pourcentage certainement important de personnes retenues ici pour avoir « un parent d'origine juive au moins » n'auraient pas leur place dans une enquête sur les Juifs, de France ou d'ailleurs. Ce qui aurait mérité examen, ne serait-ce que parce que les candidats à l'Alya doivent en théorie être juifs aux yeux des autorités civiles et religieuses israéliennes, et pas seulement avoir un parent juif.

De même, les Juifs, ici, relèvent à bien des égards d'une « communauté », le livre s'ouvre même en l'évoquant : ce point de vue est fondé s'il s'agit de constater que les gros bataillons des partants pour Israël ont le sentiment d'appartenir à une « communauté », il l'est moins si l'on considère le nombre de Juifs qui ne relèvent, ni objectivement, ni subjectivement, de cette « communauté ».

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach se sont donc lancés dans un chantier qui comporte de nombreuses chausse-trappes : reconnaissons-leur le grand mérite de les avoir pour l'essentiel évitées, et remercions-les d'apporter un éclairage lumineux, documenté, sur le comportement et les sentiments des Juifs de France dans un contexte qui les inquiète à juste titre.

Michel Wiewiorka,

président du directoire de la Fondation Maison des Sciences
de l'Homme et directeur d'études à l'EHESS.

Il a publié *La tentation antisémite* (Robert Laffont, 2006),
et *L'antisémitisme expliqué aux jeunes* (Seuil, 2014).

1. Jean-Paul Sartre, *Réflexions sur la question juive*, Paris, Gallimard, 1946; Richard Marienstras, *Être un peuple en diaspora* [1975], Paris, Les prairies ordinaires, 2014; Eliezer Ben-Raphael, *Qu'est-ce qu'être juif*, suivi par 50 sages répondent à Ben Gourion [1958], Paris, Balland, 2001.

Introduction

La communauté juive a peur. Exposés à l'antisémitisme, de plus en plus de Français juifs envisageraient d'émigrer en Israël, après avoir dans un premier temps retiré leurs enfants des écoles publiques et déserté certains quartiers, voire certaines villes. Qu'il s'agisse du meurtre d'Ilan Halimi, de la fusillade de l'école juive de Toulouse perpétrée par Mohamed Merah, de l'attaque de synagogues à Paris et à Sarcelles en juillet 2014 ou de l'attentat contre l'hyper casher de la porte de Vincennes, la communauté juive, victime d'une nouvelle forme d'antisémitisme, se sentirait isolée et peu soutenue par l'ensemble de la société. Ce type de constats alarmistes revient régulièrement dans les médias communautaires mais aussi dans la presse généraliste. D'autres observateurs, cependant, nuancent ce constat alarmiste et mettent par exemple en regard les départs des Français juifs avec une tendance plus générale à la mobilité et à l'expatriation.

Dans ce contexte, et alors qu'il existe par ailleurs de nombreux fantasmes et clichés à propos de la population juive, il nous a semblé qu'il n'était pas inutile de poser le sujet en des termes dépassionnés et sur la base de données chiffrées et objectives. L'objectif de ce travail était de confronter ces différentes hypothèses à des statistiques, qu'il s'agisse de données sur la délinquance, de chiffres concernant le nombre de départs en Israël, de données d'enquêtes d'opinion ou bien encore de résultats électoraux afin de disposer d'un état des lieux précis.

Dès lors, il nous est rapidement apparu que la violence antisémite sous ses différentes formes avait objectivement très fortement augmenté depuis quinze ans et que cette situation totalement nouvelle avait eu des répercussions très profondes sur la vie de nombreux Juifs, qu'il s'agisse de leur vie quotidienne, du choix de leur lieu de résidence ou de l'école de leurs enfants, mais aussi de leurs opinions, de leur vote et de leur rapport à la société, voire à la France. Pour mener à bien ce diagnostic et compte tenu du fait que la part de la population se déclarant de confession ou d'origine juive est statistiquement très faible, nous avons dû adopter une méthodologie spécifique et monter un dispositif d'enquête très volumineux. L'IFOP a ainsi interrogé pour la Fondation Jean-Jaurès au cours de l'été 2015 un échantillon national représentatif de 45 250 personnes auxquelles toute une série de questions ont été posées, notamment une portant sur l'appartenance religieuse, et une autre, posée aux personnes ne se déclarant pas de confession juive, sur le fait de savoir si au moins un de leurs parents était juif. Grâce à ces questions de profilage, un sous-échantillon de 724 personnes se déclarant de confession juive ou avoir au moins un parent juif a pu être constitué. Cette méthodologie a permis, d'une part, de disposer d'un échantillon de personnes de confession ou d'origine juive statistiquement conséquent et, d'autre part, de mesurer le poids de cette catégorie dans la population totale. Nous sommes conscients que définir qui est juif et qui ne l'est pas est une redoutable question. Sans remonter à Jean-Paul Sartre, qui définissait comme Juif un homme tenu pour juif par les non-Juifs¹, de nombreux spécialistes ont déjà beaucoup réfléchi et échangé sur ce sujet. Écoutons à ce propos l'échange de points de vue entre le sociologue français Freddy Raphaël et le démographe israélien Sergio Della Pergola :

S. Della Pergola: « Les démographes et les sociologues sont des scientifiques: quand ils entament une recherche, ils prennent la définition la plus vaste et la plus large possible. Il s'agit de connaître l'évolution démographique de « la population juive élargie ». Si je ne retiens que ceux qui ont une mère juive ou ceux qui se sont convertis officiellement, je procède alors à un choix normatif parmi les données. Mon but est de comprendre la dynamique sociale et culturelle d'un ménage ayant un attachement au judaïsme. C'est la raison pour laquelle on part d'une notion très élargie. On peut en revanche ensuite faire des choix normatifs et réduire cette notion. Par exemple, je peux essayer de voir quels sont les Juifs de mon échantillon qui fréquentent la synagogue hebdomadairement. »

F. Raphaël: « J'ai une position de principe que je ne cherche même pas à justifier scientifiquement. Je considère comme juif toute personne qui se réclame comme tel. C'est mon critère. Sans jamais rentrer dans des vues rabbiniques². »

Pour notre part, nous avons retenu comme critère de définition et d'identification au sein de notre échantillon de départ le fait de se déclarer de confession juive ou d'avoir au moins un parent juif. Cette définition peut être discutée, mais elle nous est apparue comme relativement opérante pour mener à bien notre travail de quantification et d'analyse des résultats d'enquête. Nous avons ainsi choisi d'inclure dans le périmètre de notre population étudiée les personnes ayant au moins un parent juif car l'analyse des résultats a montré que, bien que ne se déclarant pas de confession juive, elles étaient assez proches en termes de ressenti, d'opinions et de vécu des interviewés de religion juive, même si des différences se font jour sur certains sujets³, cet univers correspondant assez bien à la notion de « population juive élargie » évoquée par Sergio Della Pergola.

Si de nombreux chiffres concernant le nombre de Juifs vivant en France circulent, cette enquête nous en donne donc une estimation précise sur la base du périmètre et de la définition que nous avons retenus. Les personnes se déclarant de confession juive (qu'elles soient pratiquantes ou non) représentent ainsi 0,6 % de la population française et ceux ne se déclarant pas de confession juive mais comme ayant au moins un parent juif, 1 %. Ces deux groupes « pèsent » donc au total 1,6 % de la population, soit environ 770 000 personnes de 20 ans et plus : 290 000 de confession juive et 480 000 ayant au moins un parent juif mais ne se déclarant pas de confession juive. Ces chiffres sont assez proches de l'estimation à laquelle arrivaient Doris Bensimon et Sergio Della Pergola puisque les deux chercheurs évaluaient le poids de la population juive entre 1,2 % et 1,4 % de la population française au début des années 1980⁴.

Hormis l'évaluation précise du poids d'une catégorie dans la population générale, travailler à partir de gros échantillons présente un autre avantage. Il est ainsi possible de disposer de bases statistiques suffisamment solides même pour les segments les plus étroits de la population française comme c'est le cas ici. Avec un sous-échantillon de 724 individus se déclarant de confession ou d'origine juive, il a été possible de dresser un portrait sociodémographique de cette population. Même si les cadres supérieurs et les professions libérales d'une part, et les commerçants, artisans et chefs d'entreprise d'autre part sont surreprésentés dans la population de confession ou d'origine juive (avec respectivement 10 % et 17 % contre 5 % et 10 % dans la population totale), la communauté juive apparaît sociologiquement assez diverse, ce qui vient démentir bon nombre de clichés et de préjugés. On compte ainsi 24 % d'ouvriers et d'employés (contre 30 % dans l'ensemble de la population)

et 8 % de professions intermédiaires (contre 14 %). Au sein des catégories populaires, les employés sont « à leur poids » (17 % contre 17 % également dans l'ensemble de la population), le déficit par rapport à la moyenne se concentrant sur les ouvriers : 7 %, soit presque deux fois moins que dans la population générale (13 %). La part des retraités (27 %) et des inactifs (14 %) est quant à elle identique à la moyenne nationale. Au total, la composition sociologique de la population de confession ou d'origine juive est donc assez composite et se caractérise par une surreprésentation des CSP+ au détriment des professions intermédiaires et des ouvriers. Cette structure n'est pour autant pas radicalement différente de celle de la population générale.

Si cette population n'est donc pas sociologiquement extrêmement typée, son implantation sur le territoire est en revanche très spécifique. 47 % des personnes se déclarant de confession ou d'origine juive résident en effet dans l'agglomération parisienne, alors que ce territoire n'abrite que 18 % de la population totale. Cette surreprésentation de la région parisienne dans la population juive s'accompagne également d'une implantation un peu plus marquée dans l'ensemble PACA/Languedoc-Roussillon (17 % contre 12 % dans l'ensemble de la population française), au détriment des régions du Grand Ouest (3 % des Juifs y habitant contre 14 % de la population totale) et, de manière plus générale, des zones rurales (5 % contre 25 % en moyenne). On notera que, même en Île-de-France, région où la population juive est la plus nombreuse, le poids de cette communauté ne représente que 2 % de la population locale.

Si le volet quantitatif de notre dispositif d'enquête nous a fourni des données statistiques particulièrement robustes sur l'opinion et le vécu de cette population, appréhender cette problématique complexe par le seul outil sondager nous est

apparu insuffisant. C'est la raison pour laquelle nous avons complété ce sondage par l'analyse d'autres données quantitatives (au premier rang desquelles les résultats électoraux, mais également des statistiques sur la délinquance et des données sur le nombre de départs en Israël par exemple) et par une enquête sociologique de terrain qui a pris la forme de 80 entretiens effectués en face à face dans différents quartiers de Paris, à Créteil, à Saint-Mandé, à Sarcelles mais aussi à Marseille et en Israël. Ces entretiens semi-directifs nous ont permis d'éclairer et de préciser de manière qualitative les mécanismes de formation des opinions que nous avons mesurées quantitativement dans le cadre de notre sondage mais aussi d'approcher concrètement et *in situ* la réalité quotidienne des différentes composantes de cette population très diverse. Nous avons tenu à produire dans cet ouvrage de très nombreux témoignages afin de donner à voir ce que l'on appelle des représentations, c'est-à-dire la façon personnelle dont nos concitoyens de confession ou d'ascendance juive se représentent les événements passés et présents et appréhendent les années à venir. En effet, même si ces perceptions sont par définition subjectives, elles font néanmoins partie de la réalité sociale et influent sur les comportements, qu'il s'agisse par exemple du vote ou du choix de quitter un quartier ou, à terme, son pays. Bien entendu, l'émergence de ces opinions et représentations mais aussi la naissance puis la diffusion d'un sentiment, comme le sentiment d'insécurité, très présent dans cette population, ne sont pas faits que d'événements précis et chiffrés, ils sont le fruit d'une lecture propre, d'une intériorisation qui trouvent leur origine dans un contexte qu'il convient d'étudier.

Parmi les éléments structurant fortement ce contexte, la situation au Proche-Orient apparaît essentielle. Ce conflit, géopolitique par excellence, nécessite de faire des allers-

retours entre la France et le Proche-Orient, entre le local et le régional, comme le préconise Michel Wieviorka en préface. C'est en fait une articulation entre tous les niveaux d'analyse géographique qui s'impose⁵, de l'international – pour ce qui concerne les alliances géopolitiques entre les États-Unis et Israël –, au régional – pour ce qui concerne le cœur du conflit –, au national – pour ce qui est de l'augmentation des actes antisémites recensés sur le territoire Français –, mais aussi au communal pour ce qui est de l'implantation de certaines communautés juives préférentiellement dans certains quartiers ou certaines rues.

